Négatif

Bulletin irrégulier – mai 2008 – n°10

Un bureaucrate - *Tes camarades, tout le monde a décidé de rentrer.*
L'ouvrière – *Non moi je rentrerai pas là-dedans je rentrerai pas là-dedans. Moi je mettrai plus les pieds dans cette taule. Rentrez-y, vous allez voir quel bordel que c'est. […] De toute façon c'est fini maintenant, on pourra plus rien avoir. […] C'est pas vrai, pas avec ce patron…ce gros…*
Un bureaucrate - *Il sait bien ce qu'il a perdu […] C'est pas fini, c'est juste une étape. Ça sera plus jamais comme avant. C'est une victoire.*

Extrait de *La reprise du travail aux usines Wonder* (10 juin 1968)

D'un feu si intense

Le souvenir de mai 68 plane comme une ombre maudite sur notre temps défait. La beauté n'est plus dans la rue, mais parfois, un sourire, une fille, un feu, et peut-être déjà l'image d'une révolution nous revient à l'esprit. *Ce qui n'a pu être oublié reparaît dans les rêves.* Ces rêves sont les éclats d'un passé non-résolu. Ils éclairent unilatéralement des moments autrefois vécus dans la confusion et le doute. Ils font une publicité sans nuance pour ceux de nos besoins qui sont devenus sans réponse. C'est de ce sentiment de perte, d'insatisfaction, dont il nous faut partir.

Tout ce qui est mémorable est soumis, dans notre société, à consommation. N'y est essentiel que l'oubli. Aussi n'est-il guère surprenant de constater que l'histoire de mai 68, depuis quarante ans, ait été recouverte de tant de *mensonges commandés*. Elle en ressort fragmentée, brisée ; il ne reste que ces images aux couleurs éclatantes qui attirent encore notre regard, mais laissent aussi penser qu'*un moment de la vie a vieilli*. Comme tout semble lointain, comme tout semble si proche.

Dans cette mise à distance, les « commémorations » font leur œuvre. Il s'agit, pour ces entreprises décennales, de rétablir périodiquement la présence du *temps mort* par la représentation du moment vécu de la révolution en un « événement » qui requiert la passivité de la conscience spectatrice. Il n'y aura donc de mémoire partagée, une fois de plus, que dans le sens où celle-ci est parcellisée, où l'unité même du moment qu'elle est censée refléter se trouve disloquée, nous ramenant de la sorte à l'insignifiance. Mais si les interprétations liées à ces formes commémoratives procèdent essentiellement de la mystification, le sentiment passager, trompé certes, de l'incompréhension ne peut que rendre plus vif le besoin profond de retrouver *la vie frémissante qui gît ensevelie dans le passé*. Aussi les commémorations de 68 ne peuvent-elles connaître d'autre fin que de se répéter sans cesse jusqu'à *épuisement du sujet*. Et, dans ce cas, il s'agit de la vie elle-même.

La mémoire de 68 joue ainsi, pour notre temps, un rôle central que ne peuvent assumer d'autres souvenirs historiques. Elle s'impose comme la présence rêvée du moment révolutionnaire où la vie entière d'une société cherche à se réinventer, où, plus exactement, la société dire moderne s'est dévoilée comme réalité totalement insatisfaisante, mais aussi comme réalité possédant la possibilité *historique* d'un dépassement. Ici se trouve le charme qu'elle exerce encore, et que les commémorations ont pour objectif de conjurer. On ne manquera pas ainsi d'insister sur le caractère utopique de ce charme qui peut entraîner les hommes sur des chemins de traverse où ne compte plus que l'ivresse. Mais parler d'utopie, dans le cas de ce qui s'est produit en mai 68, ne suffit pas à rendre compte de la portée que ne manque pas d'exercer ce charme, et qui est illustrée négativement par le désir de « liquidation » pour

certains, d'exploitation mémorielle pour d'autres. Ce qui intrigue, c'est la persistance des traces laissées, non dans le sombre décor qui nous tient lieu de réalité, mais dans le rêve. Combien de fois, depuis ce moment perdu, l'insatisfaction dans cette société ne s'est-elle surprise à espérer un « nouveau 68 » ? C'est que le nom même de la révolution, qui ne doit plus être nommée, trouve ici une représentation imagée qui lui permet de passer en fraude. Peu importe que le mouvement de 1968 ne puisse jamais se répéter – sinon comme une parodie- seul compte dans cet espoir l'idée qu'un bouleversement révolutionnaire a pu se produire dans le cadre de la société capitaliste modernisée, qui, contrairement à ce qu'en pense la fausse conscience du présent, n'a pas essentiellement changé. L'attrait secret pour 68 tient donc, avant tout, non pas d'un déni de réalité porté par une imagination débordante, mais plutôt du sentiment encore confus que nous pouvons réaliser consciemment notre propre histoire, au lieu d'être entièrement dominés par elle. Mai 68 fut l'instance de ce dévoilement –« il ne faut pas oublier que, pour ceux qui ont vécu l'événement, le dépassement *était là* »- et, comme un rideau d'illusions qui se déchire, la « réalité » de l'ordre social capitaliste ne peut se défaire que dans ce genre de surgissement de la conscience. Les tenants du pouvoir le savent fort mieux que nous.

Mais l'unité du moment vécu en mai 1968 nous échappe. La séparation a reconstruit son royaume. Les mots, ces mots de rage et de joie qui fleurissaient les murs, ont été vidés de leur sens. On les a recyclés. Le pouvoir ne crée rien, il récupère. Et pendant ce temps perdu, nous avons laissé faire. L'aventure est morte.

L'ivresse en milieu étudiant s'est beaucoup développée

Cependant, le sentiment de l'échec, longtemps refoulé, commence à se faire ressentir. De quels « acquis » hériterions-nous quand la domination, l'exploitation, l'oppression, l'aliénation se sont partout renforcées ? Des voix se font désormais entendre, réclamant une autre lecture de l'histoire du mouvement de mai 68. C'est sous l'aspect proprement politique que l'on veut comprendre celui-ci. Et cette volonté est bien loin d'être hors de propos. Dire comme certains transfuges que « Mai fut culturel avant d'être politique, exigence d'une autre vie plutôt que revendication d'un autre système économique et politique » relève évidemment du contresens malveillant, car on peut se demander ce que serait une autre vie dans *le même* système économique et politique. Les exigences dites culturelles du mouvement soixante-huitard étaient en soi des exigences politiques ; elles ne se concevaient pas en dehors d'une révolution politique et sociale. Au minimum, les acteurs de ce mouvement souhaitaient le renversement du régime gaulliste, au mieux l'émergence d'une société libertaire, égalitaire, sans classes ni État, où le pouvoir politique et l'organisation de l'économie seraient assurément refondés. Changer la vie ne pouvait s'entendre sans transformer le monde.

Aussi réaffirmer le caractère politique du mouvement s'inscrit comme un besoin de retourner à l'événement lui-même, à ce qui a été dit et fait sur le moment, en prenant une distance critique par rapport aux interprétations qui se sont élaborées depuis quarante ans, et qui n'étaient pas innocentes. C'est principalement contre l'idée confuse que ce mouvement serait le point d'origine des diverses modifications qui ont depuis affecté notre société sur le plan formel que cette recherche de vérité trouve son point d'appui. Il ne s'agit plus de savoir si le mouvement était révolutionnaire, mais plutôt de saisir où et en quoi il l'était, et pourquoi la révolution a échoué. On peut comprendre alors que la gauche institutionnelle (socialistes et communistes, qui portent si mal leur nom), mais aussi groupuscules de l'extrême gauche, se situaient en fait en farouches opposants du mouvement qui apparaissait sous leurs yeux. Car, comme mouvement politique, celui-ci se présentait avant tout comme *une critique de la politique spécialisée*, par conséquent comme une critique de tout accaparement de la chose publique par un ensemble de spécialistes - qu'ils soient alors nommés bureaucrates, technocrates ou autres. Ici se trouvait un des traits essentiels, d'une importance politique sans équivalent dans le monde modernisé, de cette révolution : une prise de parole permanente s'accompagnant de la création de lieux de pouvoir la garantissant

(assemblées générales permanentes, comités d'action, comités de liaison entre divers lieux en grève, etc.). C'était ainsi une tentative de réinvention de la démocratie directe qui s'esquissait. Ceci explique fort bien pourquoi le mouvement n'a jamais tenté une prise de l'Assemblée nationale ou de l'Élysée, et pourquoi il s'est opposé au principe d'élections commanditées par l'État, très justement définies comme piège à cons. Cela explique aussi, sans doute, pourquoi le mouvement ne s'est pas engagé dans un conflit ouvertement armé ; sa croyance peut-être exagérée dans le pouvoir de la parole libérée ne lui permettait pas d'envisager d'autre solution que l'emploi de celle-ci comme arme principale ; et, en un sens, il faut reconnaître que cette arme avait bel et bien ouvert des brèches.

On peut comprendre également, en constatant la convergence de revendications venant de milieux sociaux très différents, que le mouvement n'était pas seulement étudiant, et que les étudiants et les ouvriers, par exemple, ne s'opposaient pas fondamentalement. Il y avait, au contraire, dans ce mouvement une critique de la séparation sociale comme peut-être elle ne s'était jamais produite. Le mot d'ordre d'unité des luttes était un mot très entendu – sauf par les bureaucraties syndicales, ça va de soi. Tous les rôles socialement établis étaient remis en question, les hiérarchies contestées. La société elle-même, dans toute sa complexité, reprenait son pouvoir d'auto-institution, et bien que cet élan fût freiné, il était déjà en soi une révolution. Il ne s'agissait nullement d'un simple chahut, mais bel et bien d'un mouvement de fond qui reflétait une véritable crise de la société capitaliste moderne – crise dont nous ne sortons pas. L'adhésion au « métro, boulot, dodo », à la consommation effrénée de marchandises toujours plus futiles, venait à se déchirer, entraînant l'ensemble de la société vers la prise de conscience qu'elle pouvait très bien se réinventer sur d'autres bases.

Si la question révolutionnaire n'était pas explicitement formulée partout, il faut cependant rester attentif *aux faits*. Certes, le mouvement ne semblait guère uni, des voix contradictoires se faisaient entendre. Mais, jusqu'à ses détracteurs, personne ne peut nier que ce moment a été vécu comme un moment *unique*. Unique, historiquement parlant, mais également dans le vécu quotidien de tous. Or cette unicité du moment historique est exactement le centre signifiant de celui-ci.



Car la signification réelle du mouvement n'a pas été telle ou telle expression particulière, mais ce qu'il mettait en jeu généralement dans la temporalité même de l'histoire : une brisure, une coupure, une « brèche ». En ce sens, l'interprétation politique des « événements » a le mérite de rappeler cette signification profonde : le mouvement luttait pour une société radicalement différente. Mais elle néglige cependant une spécificité propre au mouvement de mai 1968 : que la question du changement révolutionnaire politico-social s'inscrit dans un désir plus large de réinventer la vie. Dire les choses ainsi, par ailleurs, ne peut suffire, tant il est clair que le capitalisme lui-même change la vie à sa façon. Il faut préciser que les propriétaires de cette société sont obligés, pour se maintenir, de vouloir un changement qui est l'inverse de celui exigé, ou simplement désiré, en 1968. Le mouvement d'alors voulait tout reconstruire, et eux aussi, mais dans des directions diamétralement opposées. Ce qu'ils ont fait depuis montre suffisamment, en négatif, ce que pouvait être le projet révolutionnaire de 68.

Il n'en reste pas moins que, malgré ses électives affinités avec les révolutions du passé, le mouvement de mai 68 ne peut être réduit à l'expression *dernière* d'une vaste et longue histoire de soulèvements politiques et sociaux. Il n'est pas une répétition anachronique et psychodramatique de 1789, 1848, 1871, 1917 ou 1936. Il faut plutôt voir ce mouvement plus proche de nos désirs que de ceux des sans-culottes ou des communards. Car ce que l'on a pu considérer à tort comme un trait apolitique, le surgissement dans la contestation de revendications nouvelles concernant les mœurs et la culture, n'était que l'apparition de la *critique de la vie quotidienne* dans un mouvement social et le signe avant-coureur que la politique ne se ferait plus sans elle. D'où certaines méprises qui

ont fait naître l'idée que l'on avait affaire à un mouvement plus porté sur l'individualisme que sur le changement social. Ce style nouveau, dans la forme et le contenu, qui déconcertait - et déconcerte encore – affirmait le caractère moderne de cette révolution qui rompait ainsi avec les archaïsmes de ceux qui pensaient refaire la révolution russe ou le Front populaire. Et il faut bien admettre que ce caractère continue de fasciner, bien plus que la prose ouvriériste de certains gauchistes. Le mérite du mouvement de mai 68 tient avant tout dans ce caractère, celui d'avoir élargi considérablement la notion de politique, et il serait inconséquent de ne pas en tenir compte.

La plus profonde vérité mise à jour en 1968, c'est bien que *« toute révolution a pris naissance dans la poésie, s'est faite d'abord par la force de la poésie* » (« All the king's men, *Internationale situationniste* n° 8, janvier 1963). ») . L'intelligence bornée de notre époque l'a oublié, mais garde comme un mauvais goût dans la bouche de cette explosion *si particulière*. Elle voudrait nous entretenir de son oubli. Pourtant, comment ne pas reconnaître une exigence toujours d'actualité dans ce refus général et spontané de la vie aliénée, dans ce refus d'une vie réduite aux règles de l'économie marchande, dans ce caractère dit « existentiel » que veulent bannir de la politique des Cohn-Bendit et autres *établis* de ce temps ? Il serait tellement plus rassurant d'en finir une bonne fois pour toute avec 68 et sa dimension désirante. Mais, à voir les tristes mines des spécialistes de la contestation, il semble préférable de se tourner vers le romantisme révolutionnaire de l'année 68, où, au moins, les individus étaient ivres de vie. Nous ne voyons vraiment pas, n'en déplaise à quelques révolutionnaires d'esprit borné, pourquoi nous nous abstiendrions de soulever, sous l'angle de la question du changement révolutionnaire de la société, les problèmes de l'amour, du rêve, de la folie, de l'art, du jeu et de la poésie. « *Plutôt la vie* », était-il écrit sur un mur du mois de mai. La flamme révolutionnaire brûle effectivement où elle veut.

On nous sépare du *rêve d'un temps*. L'ennui a repris ses droits. Les passions devront toutes être *contrôlées*. Les mœurs resteront libres dans le cadre du marché. La gratuité sera nécessairement prohibée. Où vivrons-nous ?

La révolution de 1968 a échoué, et pas uniquement politiquement. Elle était « la *critique généralisée* de toutes les aliénations, de toutes les idéologies et de l'ensemble de l'organisation ancienne de la vie réelle, la passion de la généralisation, de l'unification » (« Le commencement d'une époque », *Internationale situationniste* n°12, septembre 1969). Elle était l'expression de la vie réelle, *du désir reconnu* de celle-ci, contre la réalité de la survie organisée et programmée. Rien ne saurait récupérer l'intensité de ce moment. Rien ne saurait le définir autrement qu'en le rapportant à la vie présente. D'où nos pauvres mots. *Il faut aller plus loin que cette défaite partielle.* ■

La mémoire confisquée

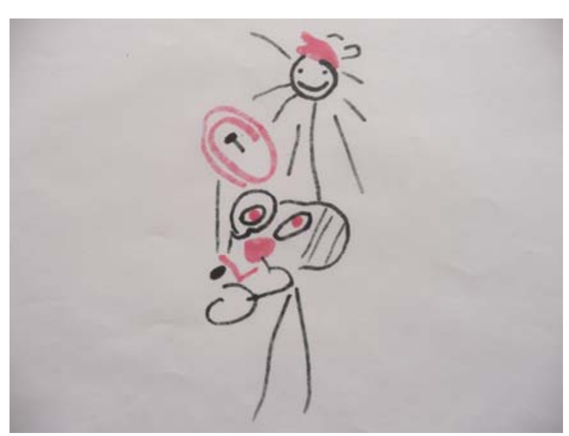
La nécessité que nous ressentons de parler de mai 68 aujourd'hui ne s'inscrit pas dans la volonté de participer à une commémoration-embaumement des « événements ». Elle part du constat que depuis quelques années se sont développés des mouvements dont le déclenchement est essentiellement dû au refus global des conditions de vie qui nous sont faites ; que faute de savoir se donner un contenu politique visant à rompre radicalement avec le monde existant, ils se sont contentés de rester défensifs et ont été généralement vaincus, faute de perspective ; qu'une perspective politique n'est pas un abandon aux mains de spécialistes de la politique regroupés sous la forme de partis hiérarchisés, qu'elle est sa prise en main par tous. C'est en cela que le mouvement de mai 68, dans sa modernité révolutionnaire, reste une source d'inspiration.

Mai 68 fut un mouvement complexe, aux multiples facettes. Mais ce qui fait qu'aujourd'hui encore il reste comme une épine dans le pied des représentants des classes dominantes, qui ne cachent pas qu'un de leurs objectifs, quarante ans après, est d'en finir avec ce qu'il représente, quitte à en falsifier la portée réelle, c'est la modernité révolutionnaire qui les a fait trembler, elles ainsi que toutes les organisations de l'opposition spectaculaire qui

dansaient avec elles. Ces attaques répétées contre mai 68 sont bel et bien le signe que la Grand-peur que leur causa cette révolte n'est pas éteinte, et qu'elles ont compris qu'à ce moment-là, la course de vitesse entre la modernisation capitaliste et la modernité révolutionnaire avait failli tourner à l'avantage de cette dernière.

Modernité de la critique, modernité des discours et de certaines pratiques qui émergèrent en 68 et s'imposèrent par surprise. Modernité d'une critique menée notamment par l'Internationale situationniste, qui se fait connaître à Strasbourg en 1966 avec la brochure *De la misère en milieu étudiant* et à Nanterre en 1968 à travers le groupe des « Enragés », et qui réussit à rendre plus séduisant, aux yeux d'une partie de la jeunesse étudiante et ouvrière, le désir de rompre avec le monde existant que de s'y intégrer. Critique libératrice qui, au moment où la gauche n'a à proposer comme modèle qu'une social-démocratie moribonde type SFIO ou le capitalisme d'État des pays de l'Est (le « socialisme réel »), met à nu ce que la modernisation capitaliste se donne pour vitrine, à savoir l'absurdité d'une vie consacrée au travail et à la consommation effrénée de marchandises, avec la maigre compensation de loisirs devenus eux aussi marchandises. La modernité de mai 68, c'est qu'au milieu de revendications plus classiques aient pu commencer à émerger, grâce à une parole qui se libère, des aspirations à une vie sociale basée sur des rapports totalement différents entre les gens.

Le risque était grand pour le pouvoir de laisser se développer un mouvement qui échappe totalement au contrôle des syndicats, ce qui fut le cas au milieu du mois de mai 68 lorsque les usines se mirent en grève les unes après les autres sans appel syndical, avec très souvent occupation des lieux. Le risque était grand que les grévistes se dotent de structures autonomes, comme ce fut parfois le cas, et qu'une parole ouvrière libre entraîne la radicalisation ; que les simples revendications salariales défendues par les syndicats pour canaliser le mouvement vers des objectifs « acceptables » soient dépassées au profit d'exigences beaucoup plus essentielles remettant en cause les rôles et la misère quotidienne; que s'établissent ainsi plus facilement avec le monde étudiant des liens irréductibles à tous les accords qui ne manquèrent pas d'être négociés entre les différents acteurs de la domination, gouvernement, patronat et syndicats. Le risque était grand enfin que le mois de juin 68 ne marque pas la fin du mouvement, que les luttes ouvrières qui d'ailleurs ne manquèrent pas de se déclencher dans les années qui suivirent tirent profit de l'expérience de 68 et que le feu prenne à nouveau. Le conflit de l'usine Lip de Besançon en 1973 reste l'exemple le plus connu de ce que craignait le pouvoir, c'est-à-dire que des ouvriers, dans le prolongement des idées et pratiques inaugurées en 68, s'émancipant pour partie de la tutelle des confédérations syndicales, développent de nouvelles formes de lutte et



Le retour de la conscience

fassent la jonction avec la jeunesse contestataire, ce qui avait commencé à être le cas. Le pouvoir souhaitait éviter que ce conflit fasse tache d'huile et c'est en s'appuyant sur un patron modernisateur dans un premier temps, proche du PSU et de Rocard, qu'il réussit à canaliser le mouvement avant de lui briser définitivement les reins, pour l'exemple.

Le pouvoir, qui avait été mis en grande difficulté dans les temps qui avaient suivi mai 68, ne pouvait cependant prendre le risque d'une réaction trop brutale et frontale. Il procéda de façon plus insidieuse, par la récupération et la falsification. Ainsi dès le mois de mai, en plein cœur du mouvement, de Gaulle inaugura la falsification en présentant la révolte comme le fruit d'une manipulation totalitaire venue de l'Est, alors que précisément le parti communiste et sa courroie de transmission de la CGT, qui encadraient encore à l'époque de manière assez efficace la classe ouvrière, s'étaient faits ses meilleurs alliés, et qu'il le savait. Mais c'est surtout à travers la récupération que le pouvoir entreprit dans un premier temps d'éteindre l'incendie, même si par ailleurs il maniait volontiers la matraque par l'intermédiaire de son ministre de l'Intérieur jusqu'en 1974, Raymond Marcellin. Cette récupération put s'appuyer sur l'échec du mouvement et son caractère complexe. En effet, même si sa composante la

plus avancée fut porteuse de cette modernité révolutionnaire dont nous avons parlé plus haut, elle ne fut pas seule. Elle côtoya en effet des tendances déjà complètement surannées, qui avaient de la révolution une vision idéologique et figée dans les glorieuses représentations d'une époque révolue, à savoir les groupes gauchistes de diverses obédiences, maoïstes ou trotskistes, et des tendances purement réformistes. C'est en s'appuyant ou en jouant avec ces composantes dépassées ou visant clairement à l'intégration que le pouvoir misa, en agissant très rapidement, dès la rentrée 68, là où il le fallait, en direction du milieu universitaire, notamment à travers la réforme engagée par Edgar Faure, le ministre de l'éducation nationale de l'époque, visant à faire participer les étudiants mais aussi les lycéens à la gestion de leurs établissements respectifs. L'ouverture de l'université de Vincennes répondait également au besoin ressenti par le pouvoir d'ouvrir une soupape de sécurité afin d'évacuer si possible la pression.

Tous les mouvements qui essaimèrent après la révolte du printemps se nourrirent en fait de son échec. On pourrait parler d'une dialectique de l'échec et de la récupération. Une bonne part de ceux qui avaient participé à la révolte tentèrent de faire triompher séparément un certain nombre de luttes dont le caractère révolutionnaire en mai et en juin 1968 n'était dû qu'à leur ambition de triompher ensemble, dans une perspective de rupture avec l'existant et de transformation radicale de la société. On assista au début des années 70 à une décomposition de toutes ces aspirations et tendances qui n'avaient pu triompher ensemble. Il s'agissait moins, et de moins en moins au fil du temps, de transformer le monde que de lui apporter des aménagements dans tel ou tel domaine, par exemple ceux de l'éducation, de la libéralisation des mœurs ou de l'écologie. Dans le premier domaine, certaines des aspirations anti-autoritaires légitimes de mai, à travers lesquelles s'exprimait le désir d'une éducation qui ne soit plus, notamment à l'université, laissée aux mains de mandarins tout puissants, mais qui étaient aussi dirigées dans le secondaire contre des enseignants qui se complaisaient dans le rôle qui leur avait été assigné par l'État, furent recyclées au cours des décennies qui suivirent dans une modernisation de l'éducation intégrée dans celle de l'économie, modernisation qui avait débuté bien avant 68 dans les pays anglo-saxons notamment. Dans le domaine des mœurs, les réticences morales de la vieille droite furent progressivement vaincues et firent partie des adaptations nécessaires que les classes dominantes durent intégrer dans le processus de modernisation capitaliste. Dans le domaine de l'écologie, la récupération fut un modèle de réussite grâce à l'intégration progressive des écologistes dans le jeu électoral et à leur accession au pouvoir politique (Voynet dans le gouvernement Jospin en 1997). La critique écologique, qui était porteuse en ses débuts d'une remise en cause radicale du système de production capitaliste, à travers la dénonciation des dangers mortels qu'il fait courir à l'homme et à la planète, sert aujourd'hui de simple alibi du pouvoir et a débouché sur l'ouverture de nouveaux secteurs économiques en pleine expansion, ceux du recyclage et des énergies nouvelles. Elle est utilisée comme argument de vente pour les automobiles (!) et elle permet aussi de renforcer la culpabilité individuelle, comme c'est de mise aujourd'hui, afin d'occulter les véritables responsabilités.

Le dévoiement, l'intégration réussie, branche par branche, d'un certain nombre d'aspirations des années 68 et leur mise au service de la domination firent partie intégrante du dispositif de reconquête dont le désir ne pouvait manquer de naître au sein des classes dominantes, d'autant plus que des nécessités internes au fonctionnement du capital l'exigeaient, capital dont la valorisation devenait problématique, sur fond de diminution de la croissance qui avait été très forte depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette dernière avait favorisé, au cours des décennies précédentes, le développement dudit « État Providence », marqué par une sorte d'équilibre entre grandes entreprises, État et syndicats qu'il reconnaissait. Elle servait de soupape sociale et permettait le maintien de cet équilibre. Les années 70 marquèrent au contraire la rupture avec ce dernier. Ce qu'on appela ensuite la mondialisation ne fut jamais que l'exacerbation d'une concurrence qui fait rage à l'échelle planétaire et rend la lutte pour le profit toujours plus sauvage. C'est à partir de ce moment que les théories dites néo-libérales, pensées par un certain nombre d'économistes depuis plusieurs décennies, commencèrent à connaître leur heure de gloire et entamèrent leur conquête de la planète, à commencer par les États-Unis et l'Angleterre. Si cette offensive correspondait bien à une nécessité pour le capital, elle ne doit pas bien sûr être considérée comme une fatalité au même titre que certains phénomènes purement naturels. Elle doit être comprise comme la réaction des classes dominantes qui

mirent tout en oeuvre pour sauvegarder leur emprise sur le monde et décidèrent de stratégies pour parvenir à leurs fins.

Ce fut aussi à ce moment que se déclencha l'offensive idéologique qui eut pour double objectif de faire passer plus aisément la pilule et de reconquérir le terrain perdu en 1968, en rendant impossible le retour de mouvements d'une telle ampleur. Quoi de plus urgent donc que de présenter alors le monde de l'abondance marchande occidentale comme le meilleur des mondes possibles, afin de faire oublier les petits désagréments qui commençaient à se faire sentir (premier choc pétrolier, inflation, accroissement galopant du chômage) ? Le monde était alors partagé en deux blocs, et la forme prise par le capitalisme dans ce qu'on appelait communément le bloc de l'Est, soumis à la dictature de partis dits communistes servait alors de repoussoir, d'ennemi officiel des pays occidentaux dits « démocratiques ». Les pays dits communistes étaient des ennemis très confortables puisque ayant usurpé le nom de « communistes », ils se présentaient eux-mêmes comme les seuls adversaires possibles du capitalisme, bien qu'ayant largement contribué à en éliminer les opposants réels (lors des révolutions russe, espagnole, etc.), sans parler du rôle joué par le P.C.F. et de sa courroie de transmission de la C.G.T. en 1968. C'est la veine qui fut alors exploitée, et le « débat » intellectuel se déplaça de la question sociale qui était centrale depuis 1968 vers l' « antitotalitarisme ». Soljénitsyne, écrivain russe qui dénonça, fort de sa propre expérience, l'enfer des camps soviétiques (le Goulag), fut projeté sur le devant de la scène, avec la complicité souvent involontaire d'un certain nombre d'intellectuels et écrivains (Heinrich Böll en Allemagne par exemple), mais aussi avec la sur-médiatisation d'un petit nombre d'opportunistes qui occupèrent alors le devant de la scène (lesdits nouveaux philosophes, repentis de mai 68 qui n'avait pas répondu à leurs espérances de prise de pouvoir), et qu'on retrouve aujourd'hui, inévitablement, dans l'entourage de Sarkozy, comme A. Glucksmann, ou de Royal, ce qui revient au même, comme B.H. Lévy. Sous couvert d' « antitotalitarisme », c'était bien entendu à l'idée de révolution qu'on s'en prenait, qui avait ressurgi dans les esprits sous une forme nouvelle en 1968. C'est ce qu'il s'agissait d'enterrer au plus vite en en falsifiant la teneur, en en noyant la modernité par simple assimilation avec ce qu'avaient soit-disant toujours été les révolutions (c'est dans ce contexte qu'il faut bien sûr replacer les travaux d'un Furet et d'autres sur la Révolution française, ainsi qu'en 1989 les cérémonies de commémoration-enterrement définitif du bicentenaire de la prise de la Bastille), ce qu'elle seraient donc toujours, quelque chose comme le masque de la Mort et, au sens premier du terme, le retour du même.



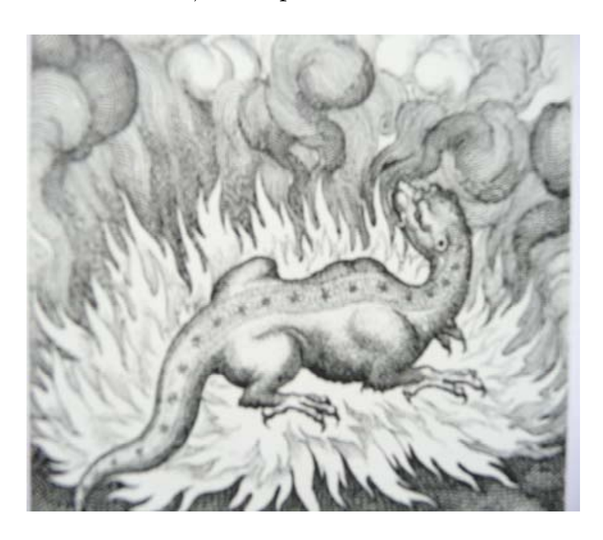
On fétichisa ainsi le mot « révolution » plutôt que d'analyser honnêtement ce en quoi pouvait consister, depuis 1968, l'aspiration révolutionnaire. Surtout pas en tout cas, d'après les idéologues officiels et médiatiques, en une immense aspiration démocratique, au sens premier du terme, ni en un désir qui venait de remonter à la surface et avait envahi les universités, les rues et les usines pendant plusieurs semaines, d'un nouveau vivre ensemble basé sur autre chose que les contraintes d'une vie rythmée par le travail, les grands et petits chefs de toutes sortes, les contraintes, la trivialité quotidienne.

Au milieu des années 80, une large majorité de la population ne dut sa survie qu'au fait de ne pas avoir lu le livre de Luc Ferry et Alain Renaut, *La Pensée 68*, évitant ainsi de mourir de rire. Non, si l'on en croit les auteurs, les idées de mai n'avaient rien à voir avec une aspiration à une vie autre, elles étaient simplement nées dans la tête de quelques professeurs à la recherche d'un nouvel os à ronger, appelé structuralisme. Que les professeurs en question soient restés étrangers à tout ce qui s'était passé en 68, que le structuralisme soit moqué par les étudiants ou que certaines de leurs idées ne soient devenues à la mode que dans l'après-68, et encore, dans des milieux qui ne participèrent en rien au

déclenchement du mouvement, n'avaient pas troublé le duo de philosophes sur canapé. Plus malin, mais tout aussi falsificateur, Gilles Lipovetsky, dans *L'Ère du vide*, ne voyait dans la révolte de mai 68 qu'une aspiration à la foi hédoniste et individualiste qui demandait juste à la société française retardataire de prendre le tournant qu'elle n'avait pas encore assez pris, celui de la modernisation. Mai 68 n'aurait donc été simplement que la première rafale d'un vent modernisateur qui aurait tourné non pas les feuillets du *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations*, mais de *L'Express* de Françoise Giroud et Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Ce travail de sape idéologique, qui s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui, alors que les gouvernements de « gauche » et de droite se passaient alternativement le relais au pouvoir, a accompagné le durcissement de la domination capitaliste qui ferme aujourd'hui les horizons pour un nombre croissant de personnes. Après les désespérantes années fric, cependant tirées de leur torpeur par la protestation étudiante contre la loi Devaquet, l'on vit naître à partir du milieu des années 90 un certain nombre de mouvements de grande ampleur, dont la fréquence s'est accrue dans les toutes dernières années, signe d'un mécontentement et d'une résistance qui n'a pas encore su formuler de perspective politique. Ces mouvements, qui se heurtèrent (et se heurtent encore) régulièrement à l'opposition des bureaucraties syndicales, comme ce fut bien sûr le cas en 1968, durent chercher des formes d'organisation (assemblées générales souveraines, coordinations…) qui leur permettent de se développer par eux-mêmes. Ces formes d'organisation, qui renaissent à l'occasion de chaque nouveau mouvement, et dont les membres n'ont pas encore forcément conscience de toutes les potentialités dont elles sont porteuses, se placent clairement dans la postérité de 68, qui les avait redécouvertes en les modernisant.

Il est donc parfaitement logique que Sarkozy, lors de la campagne présidentielle de 2007, ait annoncé vouloir s'en prendre à 68. Il n'était pas le seul ni le premier. Depuis 2004 du côté dudit parti socialiste qui cherchait à courir après la droite victorieuse, on ne se gênait pas pour attaquer 68 à coups de « droit d'inventaire », de « réappropriation de la valeur travail », etc.). Cela montre au moins que les classes dominantes savent désigner leurs ennemis, qui n'ont rien à voir avec l'opposition officielle (qui peut encore lui accorder un quelconque crédit), ni les syndicats (hélas, quelques illusions règnent encore à leur sujet, mais de moins en moins), mais tout avec le recours aux luttes autonomes, avec l'aspiration à une société débarrassée de l'État et du capitalisme. Mais encore une fois, comme ce fut le cas au cours des dernières décennies, ces attaques sont biaisées. On s'en prend aux supposées conséquences de la révolte de mai 68, dans le domaine de la prétendue morale (celle du plus fort), de l'éducation, alors qu'on sait bien par ailleurs que là n'est pas l'essentiel, et que ces conséquences sont beaucoup plus largement le fait de la modernisation capitaliste entamée avant 68. En plaçant 68 sur le seul terrain culturel, on réduit l'ennemi à un mois du calendrier, on l'enferme dans une histoire figée et révolue pour masquer précisément une critique et des pratiques dont l'évolution de la domination ne fait chaque jour que confirmer l'actualité. En même temps, cette désignation de l'ennemi par une simple période marque la difficulté que les classes dominantes ont à le cerner véritablement, car il n'est pas organisé, structuré, enrégimenté comme la pseudo-opposition. Cet ennemi, c'est l'éternelle aspiration à la liberté et l'égalité, toujours malmenée, toujours réprimée, enfouie



parfois au plus profond d'êtres qui n'osent même plus s'en avouer le caractère essentiel, c'est l'insoumission, c'est la poésie du négatif, capable de ressurgir sans prévenir après un long hiver, malgré le spectacle et les marteaux-pilons de la propagande officielle.

Lorsque les médias, à l'occasion des mouvements de protestation de ces dernières années et des rares moments d'insurrection qui parfois les accompagnèrent, font ressurgir le « spectre » de 68 qui apparemment hante leurs nuits et celles de leurs commanditaires, c'est pour mieux les conjurer, c'est pour mieux s'en

défaire. Ils prononcent le nom du fameux mois en croisant les doigts. Mais nous, qui sommes bien conscients que l'histoire ne se répète pas dans les mêmes termes, qui n'avons pas non plus pour passion de singer le passé, savons aussi qu'en 68 a été allumé un feu qui ne s'est pas éteint ; que tous les pseudo-leaders auto-proclamés et/ou adoubés par les médias ne représentent qu'eux-mêmes et les intérêts des classes dominantes au service desquelles ils ont fini par se mettre, faute d'avoir pu prendre la tête d'autre chose que d'une défaite. La modernité révolutionnaire de 68 était dans la tête de tous ceux qui, dans la grâce d'un moment de poésie pure, lorsque l'action rejoint la création et la politique la vie, se prirent à espérer que leurs désirs de liberté et d'existence pleinement vécue loin des fers de l'économie, de la routine et d'une morale débilitante pourraient devenir une réalité. Poussés notamment par les flics syndicaux à la reprise du travail, ils n'ont pas fait, ils ont été mai 68 et au-delà des désespoirs individuels et des renoncements entraînés par la violence de la réaction vengeresse de la domination, c'est dans la brèche qu'ils ont su ouvrir presque sans y penser qu'il faut chercher le cœur à jamais vivant de la révolte.

Mai 68 fut un moment profondément politique en ce sens qu'il réinventa la politique. Il mit à mal pendant quelques semaines le règne de la politique séparée, c'est-à-dire de la confiscation par un petit nombre de « spécialistes » de la parole et de l'initiative de tous. La libération de la parole amplifia la conscience que l'aliénation par le travail ainsi que la misère de la vie quotidienne trouvaient leur source dans un mode d'organisation sociale contraint qu'il fallait bouleverser. Logiquement, l'issue était collective et qui plus est, radicale. Des décennies de réaction politique et de régression sociale ont réussi à enfouir, mais pas à détruire, ce qui était alors avait surgi comme une évidence, était devenu une connaissance. Aujourd'hui, face aux ravages causés par la politique agressive des classes dominantes, le simple combat revendicatif et le plus souvent défensif n'a aucune chance de succès. Toutes les luttes doivent devenir politiques, dans le sens que nous venons de définir, c'est-à-dire qu'elles doivent s'inscrire dans une critique du monde existant comme totalité, loin de la cuisine des spécialistes de tous poils.

Ce n'est qu'un début. ■

Mai 68 héritage de ce temps

I L'irruption de l'improbable

Le désordre du temps

Dans le sang vif de l'instant, mai 68 surprend presque tout le monde par son caractère imprévu et radicalement autre par rapport à ce que l'on pouvait attendre d'un vaste mouvement de protestation. Tous les gauchistes vivaient dans l'idée que c'était à la classe révolutionnaire, les ouvriers, qu'il revenait de mener la grande bataille contre le capitalisme.

Or ce n'est pas d'abord elle qui a l'initiative au début du mouvement de mai 68, mais la jeunesse étudiante.

Par la suite, on découvre une classe ouvrière divisée et traversée par des contradictions. Alors que certains ouvriers fraternisent et rejoignent le mouvement de grève, basculant ainsi dans l'insubordination en refusant de se plier aux mots d'ordre syndicaux hostiles, d'autres restent derrière les syndicats sur la défensive, montrant par là même à quel point ils jouent un rôle intégrateur au sein du système capitaliste. Un mythe tombe : la classe ouvrière, pour peu qu'elle ne l'ait jamais été, ne se présente pas d'un bloc. Toutes les conceptions que l'on avait de la classe ouvrière avant mai 68 s'effondrent.

D'emblée, le mouvement de mai résiste aux analyses, sauf à ceux qui s'étaient placés aux avant-postes de la critique radicale du capitaliste avancé, des groupes isolés comme l'*Internationale Situationniste* ou les animateurs de *Socialisme ou Barbarie* par exemple. En ce sens, mai 68 est un événement, parce qu'il ne se laisse pas saisir ou appréhender au moment où il surgit.

Lorsqu'en 1831 les ouvriers de la soie de Lyon, les Canuts, se soulèvent, ils laissent les réformateurs sociaux impuissants et décontenancés. Alors que ceux-ci entendent

œuvrer pratiquement au développement du capitalisme par l'alliance entre producteurs, les prolétaires et les capitalistes, les Canuts semblent se battre contre le nouvel édifice social. Car la révolte des Canuts de Lyon n'est déjà plus une lutte contre les structures de l'Ancien Régime, mais bien le refus de se soumettre aux nouvelles formes de domination – celles du capitalisme industriel. La révolte des Canuts fait penser à une anomalie sauvage parce qu'elle remet en cause les savoirs légitimes, l'ordre du temps.

Mai 68 a aussi d'une certaine façon atteint les savoirs légitimes puisque l'événement lui-même dément d'une façon éclatante les pronostics de la plupart des contemporains, les gauchistes comme les tenants du Régime : c'est le fameux article de Viansson-Ponté, *Quand la France s'ennuie*, dans le journal *Le Monde* du 15 mars 1968.

Après coup, des exégètes autoproclamés ont essayé de faire de mai 68 la dernière des révolutions du XIXe siècle, comme s'il fallait que dorénavant plus rien n'arrive. Il est vrai que mai 68 présente des affinités avec l'utopie révolutionnaire du XIXe siècle, notamment dans sa soif de liberté et d'égalité, d'aspiration à une communauté d'Égaux, de relations sociales authentiquement humaines, prélude à une vie quotidienne transformée. En même temps, mai 68 n'était pas que la pâle réitération des révolutions du passé, même si les barricades érigées dans le quartier latin renvoient à une symbolique qui rappelle les luttes sociales prolétariennes du XIXe siècle. En témoignent l'invention d'un langage propre, la création d'images qui ne font sens que dans l'incandescence de la fièvre révolutionnaire. Mai 68 est plutôt la réactualisation de la lutte contre l'oppression et la domination, un soulèvement contre le (dés)ordre capitaliste des années 1960.

La modernité à contre-courant de la modernité

On pourrait trouver des origines à mai 68, de la subversion surréaliste à *l'Internationale situationniste* en passant par le groupe « *Socialisme ou Barbarie* » jusqu'au courant conseilliste. Et ce qui est apparu sur le coup comme une anomalie sauvage, une rupture momentanée avec le déroulement normal du temps de la vie quotidienne sous le règne de la civilisation marchande, plonge ses racines dans toute une tradition anti-autoritaire. En tout cas on peut parler d'un esprit libertaire qui imprime sa marque à un mouvement qui refuse l'autoritarisme, l'aliénation marchande, le pouvoir hiérarchisé. Il y a aussi dans la révolte de mai 68 ce hiatus entre les aspirations à une vie pleinement vécue, la volonté d'être autre chose qu'un producteur-consommateur-exécutant, et une société qui n'est prête à offrir qu'une existence mutilée et monotone. Ce fossé entre les attentes d'une partie de la jeunesse frustrée dans son aspiration à avoir une vie pleine et pas



seulement un destin, c'est-à-dire une existence administrée au sens premier du terme puisque privée du pouvoir de décider pour elle-même, et ce que la société est prête à offrir, est particulièrement net à cette époque. Cette frustration et cette impression de se trouver en mesure de ne jouir que d'une vie mutilée sont un des thèmes majeurs de la « contre-culture » populaire, notamment de la pop music qui aura été d'une certaine façon en avant de l'action contestataire. L'auto-organisation anti-autoritaire est donc une réponse spontanée à une société totalement bureaucratisée et hiérarchisée où la vie est organisée uniquement dans le but de la recherche du profit maximum et au coût minimum. Mais le mouvement de mai 68, qui s'attaque d'emblée à la société dans ses fondements, remet aussi en cause les vieilles conceptions bolcheviques de ce qu'est ou doit être un mouvement de lutte révolutionnaire dirigé par le haut et selon les plans d'une avant-garde consciente. Les microbureaucraties lénino-maoïstes, des contre-sociétés fonctionnant comme la société qu'elles prétendent combattre, avec ses chefs, ses hiérarchies, ses pouvoirs, sont,

sur le coup (parti tout seul…), dans l'incapacité de saisir un mouvement qui échappe à leurs catégories de pensée figée[1]. Les morts peuvent bien se croire toujours vivants, ils n'en voient pas moins le monde avec leurs yeux morts.

Aujourd'hui, il nous est possible de distinguer dans mai 68 ce qui revenait et ce qui revient encore à la modernité révolutionnaire de ce qui appartient à la fausse conscience des choses et du monde, à des conceptions idéologiques détachées du réel et du concret.
En ce sens, les mouvements des années 60 sont peut-être les premiers feux des mouvements radicaux post-modernes, la réactualisation des luttes pour la libération écrasées sous le poids mort des vieilles idéologies moribondes.

Ne travaillez jamais

Nous sommes à la fin des grèves de mai 68. Le petit reportage de dix minutes *La Reprise du travail aux usines Wonder* filme une ouvrière devant l'usine Wonder de Saint-Ouen. Elle est sur le trottoir et refuse de reprendre le travail malgré les ordres de la direction et du délégué syndical. Seul et en gros plan, elle cesse d'être une personne anonyme, un individu-masse. En prenant directement la parole en son nom pour refuser de tout son être de reprendre le travail dans ce qu'elle nomme « cette taule », elle s'impose en tant que subjectivité rebelle. Surtout, elle vient nous ébranler dans nos évidences : non, tous les travailleurs n'ont pas bénéficié des Trente Glorieuses et la modernisation du capitalisme a toujours un coût, avec ses vainqueurs et ses vaincus. Dans ce contexte, le slogan *Ne travaillez jamais*, sans doute réducteur, n'en retrouve pas moins tout son sens. La classe ouvrière n'était pas globalement révolutionnaire en mai 68, mais certains travailleurs, étant donné l'exploitation et l'oppression qu'ils subissaient, étaient tout près de refuser la domination capitaliste et à verser dans l'insubordination. Et c'est effectivement ce qui s'est produit en mai 68 un peu partout en France, comme en témoignent les formes prises par le mouvement de contestation.

On voit bien dans le documentaire de Hervé Le Roux que la « classe ouvrière » est divisée. Une partie de celle-ci, celle qui a bénéficié des Trente glorieuses et défend ses acquis sociaux arrachés par un certain rapport de force entre le Travail et le Capital dans le cadre du capitalisme « aménagé », n'est pas prête à aller au-delà du réformisme, alors qu'une autre partie, qui a des conditions de vie très dures et qui subit de plein fouet la violence du salariat, refuse tout



simplement de reprendre le travail ou le fait avec le sentiment d'avoir tout perdu. C'est cette résistance au travail qu'incarne l'ouvrière de Wonder qui déclare avec toute la rage du monde ne pas vouloir retourner « *dans cette taule* » aux délégués syndicaux bureaucrates de la CGT essayant de la convaincre, avec beaucoup de mal, d'être raisonnable et d'attendre des jours meilleurs qui viendront bien pour elle aussi si elle sait être patiente…

II. Le pouvoir de l'imagination et l'imagination du Pouvoir

Imagination sociale radicale et émancipation collective

Ce qu'on retient le moins quand on parle de mai 68, ce sont les comités d'action, les comités de grève ou de quartier qui sont les formes d'organisation qui émergent spontanément dans le mouvement comme création sociale sortie de l'imagination collective. Ces organisations prennent l'initiative d'exister et de décider pour elles-mêmes, allant jusqu'à inventer des formes langagières propres et réellement radicales parce que s'enracinant dans un mouvement qui débouche sur la grève générale. Mais ces organisations nées de la rupture avec l'ordre établi ne réussiront pas à s'imposer comme nouveau pouvoir démocratiquement et

[1] Si certaines figures illustres de ces organisations ont si bien réussi ensuite au sein de la société capitaliste réformée en vue de les accueillir, qui change après 68 pour pouvoir rester la même, c'est parce que les petites bureaucraties auxquelles elles appartenaient étaient comme une initiation, un entraînement à l'exercice de la domination. Ces éternelles canailles, en prenant le pouvoir dans les années 1970, ont littéralement réécrit l'histoire de mai 68, réduisant le mouvement de contestation à une récréation ou une simple révolution des mœurs pour mieux justifier leur nouvelle position sociale.

collectivement institué.

Dans le douzième numéro de la revue *Internationale situationniste* daté de septembre 1969, un texte intitulé *Préliminaire sur les conseils et l'organisation conseilliste* envisage de donner une assise théorique aux formes de lutte qui ont surgi en 1968[2]. Après un historique des organisations conseillistes, formes d'organisation autonomes et anti-autoritaires, le texte tente une réactualisation du conseillisme à la faveur de mai 68. Il insiste sur la nécessité de dépassement de la forme organisationnelle pour en faire l'espace unique où doit se concentrer le pouvoir démocratiquement et collectivement constitué.



Le massacre du printemps

Le texte essaie de donner un contenu politique à une forme d'organisation qui doit être Tout. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le mot d'ordre « *tout le pouvoir aux soviets* » au début de la révolution russe de 1917, quand se constitue la bureaucratie qui finira par enterrer l'immense espoir né du soulèvement révolutionnaire démocratique. Dans le mot d'ordre : « tout le pouvoir aux soviets », il y a l'idée que tous les autres pouvoirs sont de fait illégitimes parce qu'ils expriment des intérêts particuliers et qu'ils n'ont pas de place au sein de ce nouvel espace public oppositionnel à partir duquel doit se développer, s'affermir et s'instituer une nouvelle conception de la vie humaine. En d'autres termes : partis et syndicats nés à l'intérieur de l'ancien monde doivent être liquidés, partisans de l'ancien ordre des choses en être exclus. Le texte insiste sur le fait que si la forme organisationnelle conseilliste a été balayée par le passé, c'est justement parce qu'elle n'est restée qu'une organisation sans autonomie propre et soumise à un pouvoir extérieur : partis, syndicats ou éléments externes. Cette réflexion est d'autant plus importante que, si nous avons assisté depuis ces dernières années à des luttes auto-organisées, elles ne sont restées que des principes d'auto-organisation sans contenu politique autonome véritable.

Le texte de l'I.S., si pénétrant quand il cherche à donner une base théorique aux pratiques de lutte radicale nées en 1968, reste en revanche moins précis quand il s'agit de définir une force sociale révolutionnaire. Soit par stratégie, soit parce qu'ils restent prisonniers du passé, les situationnistes n'échappent pas toujours à un certain ouvriérisme tant ils en viennent parfois à opposer une classe ouvrière révolutionnaire à des étudiants petits bourgeois[3]. Nous savons aujourd'hui qu'une partie de la classe ouvrière attachée à la défense de ses intérêts acquis dans le cadre d'un aménagement du travail aliéné dans la société marchande, et fortement encadrée par des appareils tout aussi engagés dans la défense de ses intérêts en tant que bureaucraties, n'a pas basculé du côté de la contestation radicale mais s'est contentée d'entendre la voix de la raison – celle des maîtres. Néanmoins, une partie de cette même classe ouvrière, les jeunes pour la plupart, ont été sensibles à la critique de la vie quotidienne qui soufflait alors. Sans doute faudrait-il différencier classe ouvrière et prolétariat qui ne sont pas exactement identiques, le prolétariat rassemblant

---

[2] Voir le reprint de l'Internationale situationniste publié par Fayard en 1997, pp. 632-641. En réalité dès 1968 des intellectuels alors révolutionnaires essayent de développer une réflexion critique sur le mouvement de mai. Cornélius Castoriadis écrit ainsi : « *Tout peut être récupéré sauf une chose : notre propre activité réfléchie, critique, autonome. Combattre la récupération, c'est étendre cette activité au-delà de l'ici et du maintenant, lui donner une forme qui véhicule son contenu pour toujours et le rend à jamais irrécupérable – c'est-à-dire reconquérable par des vivants dans sa vérité toujours neuve* ». *Mai 1968 : la brèche. Premières réflexions sur les événements*, Fayard, 1968, p. 104.

[3] Dans *Mai 68 : la brèche,* Castoriadis, qui signe J.-M. Coudray, parle à ce propos d'une fausse image de la réalité sociale, d'une mythologie ouvriériste qui rend incompréhensible le fonctionnement réel du capitalisme moderne. En ces temps d'instabilité permanente, on voit bien que le système capitaliste est avant tout dynamique, qu'il change sur ses bases pour rester le même et que, par conséquent, seule une pensée critique vivante peut en saisir les ressorts.

tous ceux qui sont rien ou ne veulent rien être dans le monde capitaliste, une négation de la négation ; ceux qui ne sont rien et aspirent à n'être ouvertement rien dans le monde tel qu'il est, sinon un élément de sa négation. En mai 1968, le sujet historique n'est pas au rendez-vous de la révolution ou, du moins, il n'est pas là où on croyait le trouver, ou encore il naît dans le tourbillon de l'instant révolutionnaire.

Toutefois, quand il s'est agi de poser réellement la question du pouvoir dans les faits, les insurgés sont restés comme paralysés. Il n'y a pas eu de convergence sur des bases radicales des différentes « classes » ou groupes : jeunesse étudiante, ouvriers, employés et paysans, au sein d'une coordination nationale où il aurait été possible de créer les conditions d'une prise collective du pouvoir. Autrement dit, l'imagination semble s'être arrêtée au bord du politique, au moment où c'est la question du « faire ensemble » qui surgit, du passage à une société libertaire et égalitaire. Un gouffre s'était ouvert et la seule issue possible, le pas au-delà, c'était la rupture et la dérive inexorable et sans retour possible. Mais tout s'est passé comme si, au dernier moment, les insurgés avaient refusé de faire ce pas « de trop ». Pourtant, quand de Gaulle part en Allemagne à Baden Baden pour s'enquérir d'un possible soutien de l'armée dans l'éventualité d'une répression sanglante, le pouvoir semble vaquant. Faute d'audace révolutionnaire, ce sont les réformistes et, de manière décisive, les gaullistes qui reprennent l'initiative.

Modernité révolutionnaire contre modernisation capitaliste

Les multiples réécritures de mai 68 tentent de priver l'événement de sa radicalité révolutionnaire en en faisant un instant de la modernisation capitaliste qui se dessine dès les années 1970. En réalité, mai 68 est bien davantage une réaction à cette modernisation, un refus de la réduction de la vie humaine au monde de l'économie, de la colonisation de la vie quotidienne par la marchandise, au nom d'un monde fraternel basé sur l'égalité et la liberté. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'échec du mouvement de mai laisse la voie libre à la modernisation capitaliste à laquelle aspire des technocrates et autres managers qui rongent leur frein. De leur point de vue, les réformistes ont raison à l'époque de parler de société bloquée et du maintien de structures éco-socio-culturelles qui empêchent l'accès au pouvoir d'un nouveau genre de capitalistes.

L'imagination du Pouvoir

Pour mettre en échec le mouvement de contestation de mai, les dirigeants utilisent plusieurs ruses. D'abord, pour éviter une convergence des luttes sur des bases révolutionnaires, et pour réinscrire le principe de séparation au cœur des relations sociales, le pouvoir gaulliste traite à part le problème étudiant et les revendications ouvrières. Ensuite, le régime donne des gages à la contestation en éliminant les aspects les plus archaïques de la structure sociale du capitalisme d'alors : l'autoritarisme rigide. Par ailleurs, il laisse une place hyper-marginale mais réelle à la contestation tout en l'instituant ; en encourageant l'innovation pédagogique par exemple, l'ouverture de Paris-VIII-Vincennes en étant l'un des épisodes. Selon le vieil adage de la bourgeoisie, pour que rien ne change – tout doit changer sauf l'essentiel, en l'occurrence les rapports sociaux de domination, l'exploitation économique et l'oppression, l'aliénation et le fétichisme marchand.

L'échec du mouvement de mai 68 permet une double modernisation : celle du capitalisme dans ses structures mêmes et celle de la domination et donc de l'exercice du pouvoir.

III Commune présence de l'Autre

Un printemps de la fraternité

Mai 68 correspond à un moment d'ouverture maximum à l'altérité. La présence à la politique s'affirme dans le désir, l'aspiration communautaire ; la soif de liberté et d'égalité très présente dans l'esprit de mai s'incarne dans la réactualisation de l'idéal communautaire, dans l'établissement d'une communauté ouverte, vide ou inavouée permettant le développement d'une vie authentiquement humaine. Concrètement, on voit que les étudiants ne luttent pas en tant qu'étudiants, pas seulement en tout cas. D'une certaine façon, ils refusent d'être réduits à une simple identité sociale et se nient en tant que telle dans le cours de l'événement. Par exemple le slogan *« CRS-SS »* est la reprise d'un mot d'ordre des ouvriers en grève de 1947 ; l'appropriation du slogan est donc clairement une manière de fraternisation avec les ouvriers. Si le mouvement étudiant part de revendications propres à la jeunesse, très vite il s'attaque au pouvoir gaulliste, puis au régime capitaliste lui-même. La fraternisation permet pour un temps

la fin de la séparation sociale produite par la division du travail et les identités se brouillent, deviennent instables. L'ouverture sur le « grand Autre », le pas en avant qui est aussi un pas de côté, hors du temps scandé par le capitalisme, signale le développement d'une conscience humaine planétaire où les luttes anti-impérialistes pour la libération des peuples opprimés et dominés jouent un rôle sans doute essentiel. Il n'est pas indifférent que la contestation de mai 68 ait eu pour détonateur une manifestation contre la guerre du Viêtnam.

En marge des pratiques ouvrières

Cette ouverture maximum peut donner lieu à de nouvelles pratiques, à de nouvelles contingences qui répondent à une logique qui remet en cause les fausses évidences. La grève des « Lip » en 1973 va dans ce sens.

Le mouvement lancé par les ouvriers surprend les gauchistes parce qu'il est le fait de travailleurs syndiqués en partie à la CFDT et non à la CGT perçue comme le syndicat ouvrier type. Mais une autre chose surprend aussitôt – c'est le choix des moyens de lutte, le sabotage par ralentissement des cadences. Par la suite, les grévistes vont encore plus loin en décidant l'expropriation de fait des propriétaires de l'usine et l'autogestion, une pratique très mal vue par les bureaucrates de la CGT et même de la CFDT toutefois pris de cours par la radicalité du mouvement. En réalité, en mettant en œuvre



l'autogestion, même de manière symbolique, les « Lip » transgressent les habitudes et la routine ouvrières. À bien y regarder, on s'aperçoit que les « Lip » font preuve d'une imagination sociale radicale qui rompt avec la culture ouvrière. L'un des éléments les plus actifs de l'aventure des « Lip », Jean Raguenès, est d'ailleurs un prêtre dominicain arrivé en 1971 seulement dans l'usine de LIP et qui a été très influencé par les idées de mai 68. Membre du comité d'action au moment de la lutte, il est celui qui a poussé les ouvriers à abandonner la routine et à imaginer d'autres moyens d'action qui ont un indéniable caractère exotique. Et de fait, ses camarades de lutte hésitent beaucoup avant de s'emparer de la production et à faire repartir l'usine pour leur propre compte, un peu comme s'ils basculaient dans l'inconnu, dans la négation pour le dire autrement. La lutte des « Lip » est donc davantage une réactualisation des luttes prolétariennes radicales, voire la réinvention d'une tradition ouvrière révolutionnaire liée à des apports extérieurs, que le fait d'une culture ouvrière largement soumise aux règles du système capitaliste industriel avancé.

Décomposition et perte de la totalité comme horizon ou la pulvérisation

Après mai 68, dans le reflux de la contestation générale, on voit se développer des mouvements qui ne visent plus la totalité de l'édifice social, mais certains de ses aspects. Les années 1970 et 1980 furent celles des luttes spécifiques. Tout s'est passé comme si la complexification du capitalisme, du fait de sa modernisation notamment, avait rendu nécessaire le développement de luttes parcellaires, leur articulation comme partie d'un tout permettant par la suite le dévoilement du système de domination en tant que totalité. Toutefois, la déstabilisation du salariat, les transformations du travail et la décomposition sociale qui a accompagné ce qu'il est convenu d'appeler la crise mais qui, avec le recul, ressemble davantage à une restructuration du capitalisme, à son redéploiement planétaire, ont nourri tous les replis communautaristes et toutes les séparations largement encouragés par le Pouvoir qui n'hésite plus aujourd'hui à traiter la question sociale comme un problème culturel, sa gestion pouvant dès lors facilement se faire sur des bases identitaires et donner lieu à un approfondissement de la séparation. Si l'identité pouvait au début des années 1970 être vécue comme une façon de se soustraire au Pouvoir, elle joue maintenant un rôle intégrateur important au sein du système [4]. L'offensive

[4] Sur ce point, le livre de Fabien Ollier, *L'Idéologie multiculturaliste en France : entre fascisme et libéralisme*, L'Harmattan, 2004, est très éclairant. Il montre bien que le culturalisme différentialiste, qui fige les individus dans des identités imposées par les pouvoirs politiques ou inventées par le capitalisme qui se sert de ces fantasmes identitaires

capitaliste depuis la fin des années 1970 a provoqué, en réaction, un ré-enracinement dans une communauté fantasmée et exclusive, refermée sur elle-même.

A nouveau, le principe de convergence des luttes est de plus en plus souvent posé. Mais il se heurte au manque de perspectives, à la difficulté à nommer ce pour quoi il conviendrait de lutter ensemble, au nom de quoi. Le triomphe écrasant de la rationalité économique a eu raison de la pensée poétique et de notre capacité à inventer des mythes libérateurs sur le plan politique et social. Une autre question serait toutefois de savoir si une critique totale est encore possible aujourd'hui, alors que le capitalisme globalisé et impersonnel atteint des degrés d'abstraction démesurés.

IV Le rêve en avant

Scène de la vie du peuple

Sur le bord du trottoir, une figure qui a presque disparue de la mémoire collective. Une jeune ouvrière refuse de reprendre le travail et d'obéir aux ordres des dirigeants de l'usine Wonder de Saint-Ouen et des bureaucraties syndicales. Mai 68 a ouvert une brèche et elle ne veut plus subir les conditions de vie et de travail imposées par le régime capitaliste. Le bureaucrate lui dit qu'elle doit être patiente et que son heure viendra à elle aussi, qu'elle bénéficiera à son tour du progrès social.

Après coup, à quelque quarante ans de distance, on voit bien que la modernisation sociale, politique et culturelle qui recouvre mai 68 et se nourrit de ses ruines, cette contre-révolution qui ne dit pas son nom, a ses vainqueurs et ses vaincus. Et faire l'histoire des années qui vont de 1981 à aujourd'hui à partir de l'héroïne du film *Reprise*, c'est sans conteste faire l'histoire du côté des vaincus et de tous ceux qui ont beaucoup perdu dans l'échec de la révolte de 68 et dans le grand bluff des lendemains qui chantent qui a suivi. Si on considère l'histoire des luttes du passé le plus proche, on voit bien aujourd'hui que la seule perspective réaliste est celle de la révolution, socialisme, sans doute autrement mais toujours et encore, ou barbarie, le progressisme étant toujours du côté de l'ordre ou du retour à l'ordre.

Après mai 68, l'*Internationale Situationniste* titrait un de ses textes « *Le commencement d'une époque* »[5]. Car le mouvement de mai est moins le dernier soubresaut des révolutions du XIXe siècle comme le désirent absolument les conservateurs de tout poil, que leur dépassement dans une percée révolutionnaire nouvelle, un instant de l'assaut toujours à recommencer contre un système d'oppression qui sait changer pour que tout continue à l'identique. C'est un rêve non advenu et qui a pris de l'avance, une promesse laissée de côté pour les temps présents, un héritage pour notre temps.

L'écrivain marxisant Walter Benjamin voyait l'ange de l'histoire le visage tourné vers le passé avec, face à lui, une chaîne d'événements formant une même catastrophe ne cessant pas d'amonceler et de jeter à ses pieds ruines sur ruines. La tempête de l'histoire n'en finit pas d'entraîner irrésistiblement l'ange dans l'avenir auquel il tourne le dos[6]. Aujourd'hui, avec l'accélération du processus de reproduction planétaire du capital, l'histoire apparaît plutôt comme un tremblement permanent, le sol se dérobant continuellement sous nos pieds quand nous essayons de construire une force d'opposition autonome ou de nous organiser. Les ruines elles-mêmes qui sont comme les traces du passé, du temps qui reste, tendent à disparaître.

Mai 68 est là dans la multitude, comme une présence dans le monde, un éclair dans la nuit. Hier comme aujourd'hui, la tâche la plus révolutionnaire qui soit consiste à rendre visible l'invisible, à se saisir de la foudre au moment de sa chute.■

---

pour segmenter le marché : n'a-t-on pas aujourd'hui des marchandises destinées aux africains, aux homosexuels, aux arabes, etc. Ce culturalisme s'accompagne d'une montée du racisme et des inégalités parce que toutes les cultures ne se valent pas, les unes étant légitimes ou ayant un rôle de légitimation, les autres subalternes. Les replis communautaires auxquels nous assistons actuellement, l'homme ayant peur du vide, surtout à une époque où nous sommes confrontés à la survie au sens fort du terme : trouver un travail pour subsister, loger et nourrir sa famille, ce qui n'empêche pas d'ailleurs une impression de vide et de détresse face à l'incertitude de la guerre de tous contre tous qui est bien la marque de l'état de terreur dans lequel nous plonge en permanence le capitalisme globalisé, sont liés à l'effacement des autres formes d'appartenance sociale, l'appartenance de classe notamment.

[5] *Internationale Situationniste* n° 12, septembre 1969.

[6] Walter Benjamin, Sur le concept h'histoire dans *Écrits français*, Gallimard, Folio essais, 2003, p. 438.

Fin de partie



Si vous voulez nous contacter ou recevoir les bulletins précédents :

georges.ouden@caramail.com